



**CONSEIL CENTRAL DE
L'ECONOMIE**

**CONSEIL NATIONAL
DU TRAVAIL**

CCE 2002/677 DEF
CCR 10

AVIS N° 1.409

Séance commune des Conseils du mercredi 10 juillet 2002

**AVIS SUR LA PREPARATION DU SOMMET MONDIAL POUR LE
DEVELOPPEMENT DURABLE DE JOHANNESBURG**

AVIS SUR LA PREPARATION DU SOMMET MONDIAL POUR LE
DEVELOPPEMENT DURABLE DE JOHANNESBURG

Saisine

Par sa lettre du 17 mai 2002, Madame L. ONKELINX, Vice-Première Ministre, Ministre de l'Emploi et de la Politique de l'Egalité des chances, a demandé à Monsieur R. TOLLET, Président du Conseil central de l'économie et Monsieur P. WINDEY, Président du Conseil national du Travail, un avis concernant la préparation du Sommet mondial du développement durable (Johannesburg – 26 août au 04 septembre 2002).

La Commission mixte « Développement Durable » s'est réunie les 11 juin, 26 juin et 8 juillet 2002 et a préparé l'avis suivant. Cet avis a été approuvé en séance plénière commune du Conseil central de l'économie et du Conseil national du Travail le 10 juillet 2002.

*

* *

Dix ans après le sommet de la Terre de Rio, les Nations Unies organisent à Johannesburg, du 26 août au 4 septembre 2002, un nouveau Sommet mondial du développement durable.

Si l'on se réfère à la définition de la Commission européenne, le développement durable est « une politique et une stratégie visant à assurer la continuité dans le temps du développement économique et social, dans le respect de l'environnement, et sans compromettre les ressources naturelles indispensables à l'activité humaine »¹.

Pour le Conseil Central de l'Economie et le Conseil National du Travail le développement durable doit donc être compris comme un développement supportable pour les écosystèmes dans lesquels nous vivons et solidaire vis à vis des générations futures, mais aussi un développement autorisant une croissance économique optimale, riche en emplois et surtout un développement orienté vers la cohésion sociale et l'accès pour tous à une haute qualité de vie.

¹ Commission des Communautés Européennes, Vers un développement soutenable, COM(92) 23 vol II, 30 mars 1992.

Pour une intégration horizontale et verticale

A cet égard, les Conseils déplorent le fait que la dimension socio-économique du développement durable n'ait pas été jusqu'ici suffisamment prise en compte par les instances de l'ONU qui, dans les conférences internationales, privilégient une approche environnementaliste. Le texte issu de la réunion préparatoire de Bali² fait par exemple état de la nécessité, pour les autorités concernées à chaque niveau de pouvoir, de réaliser exclusivement des procédures d'évaluation de l'impact sur l'environnement lors de leurs prises de décisions dans le domaine économique et social alors que les décisions en matière de protection de l'environnement devraient également faire l'objet d'études d'impact en matière économique et sociale, etc. Les Conseils plaident donc avant tout pour une intégration horizontale des trois piliers du développement durable, l'impact de cette stratégie sur chacun des trois piliers qui la constituent (l'économique, le social et l'environnemental) devant être mesuré à l'aune de ses conséquences sur les deux autres.

Outre une intégration horizontale, une intégration verticale s'impose aussi. Une politique efficace de développement durable ne peut se concevoir sans une telle intégration. En Belgique, notamment, la complexité de la répartition des compétences entre les différents niveaux de pouvoir ne facilite pas la mise en place d'une telle politique. Or les problèmes économiques, sociaux et environnementaux ont de plus en plus une dimension globale et influencent la planète entière. Les Conseils réclament dès lors une coordination accrue entre les différents niveaux de pouvoir concernés.

Constatant qu'au niveau mondial également, il existe un déficit dans la gouvernance des questions sociales et environnementales, les Conseils en appellent à un rééquilibrage en cette matière. Ils demandent notamment à cet égard une plus grande coordination entre les organisations internationales actives dans chacun des trois domaines concernés.

Pour que cette politique soit efficace, il faut également qu'elle se fixe des objectifs clairs, mesurables et équilibrés. Ces objectifs doivent être réalisables et l'on doit pouvoir évaluer leur impact sur les trois dimensions du développement durable, tant à court qu'à long terme et ce, dans la mesure du possible, au moyen d'indicateurs équilibrés et dûment pondérés. Les interlocuteurs sociaux estiment qu'ils doivent être impliqués dans la préparation et l'exécution de la politique de développement durable. Une telle implication aboutit à une plus grande transparence, génère un climat de confiance et de collaboration et, qui plus est, permet de mieux exploiter les connaissances existantes et de profiter davantage de l'expérience des experts.

D'une manière générale, chaque groupe sociétal doit cependant assumer les responsabilités qui sont les siennes dans le cadre de la politique de développement durable. Une réussite en la matière ne peut être envisagée que si les autorités laissent suffisamment de latitude à la création d'une plateforme économique durable, si les producteurs mettent en place une production durable, si les consommateurs opèrent une consommation durable et si les interlocuteurs sociaux réalisent une concertation durable.

² Commission on Sustainable Development acting as the preparatory committee for the World Summit on Sustainable Development, Draft Plan of Implementation of the World Summit on Sustainable Development, 12 June 2002

Pour inciter le consommateur à choisir davantage de produits durables, il est nécessaire de l'informer et de le sensibiliser. Il doit exister des alternatives et il faut lui offrir les moyens de les choisir. L'information du consommateur ne peut rester limitée à des mesures dans le domaine de l'étiquetage. Les Conseils encouragent dès lors les autorités à soutenir des campagnes de sensibilisation et d'information en matière de développement durable à l'attention du grand public.

De leur côté, les interlocuteurs sociaux ont un rôle fondamental à jouer dans le cadre des conventions collectives de branche et des comités pour la prévention et la protection au travail. Ils peuvent par ces vecteurs, promouvoir des emplois de qualités, contribuer de manière substantielle à protéger la santé des travailleurs et à améliorer la sécurité au travail. Ils rappellent que ces divers domaines figurent au nombre des objectifs du sommet et tiennent dès lors à souligner le caractère décisif de leur intervention pour leur réalisation.

Un plan d'action mondial pour le développement durable et solidaire

Pour les Conseils, un plan d'action mondial pour le développement durable et solidaire, visant en priorité l'éradication de la pauvreté, la protection de l'environnement et le respect des droits humains et sociaux sans entraver le développement économique devrait intégrer les objectifs suivants :

- L'amélioration et l'assainissement des modes de production en ce compris la valorisation des lieux de travail, afin de promouvoir la santé des travailleurs, la santé publique et la protection de l'environnement.
- Une meilleure répartition du bien-être par la mise à disposition d'emplois décents et le développement d'un système de protection sociale solidaire
- La défense des droits fondamentaux des travailleurs par l'application des conventions de l'OIT, (notamment les conventions sur l'amiante, sur les produits chimiques, sur le travail de nuit, sur la prévention des accidents industriels majeurs et sur la sécurité et la santé dans les mines) ainsi que l'introduction des normes fondamentales de travail comme référence dans les travaux et les politiques menées par les institutions en charge de la gouvernance économique mondiale : le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale du commerce et la Banque mondiale.
- La garantie de l'accès pour tous et à un prix abordable aux biens collectifs tel que l'eau, l'énergie, l'éducation, la santé et les infrastructures de communication Dans ce cadre, les Conseils tiennent à rappeler l'importance du rôle des services publics et des services d'intérêt économique général sans oublier le secteur des services non-marchands.
- L'augmentation de l'aide directe au développement et son évolution plus rapide et programmée vers l'objectif des 0,7% de PNB fixé par les Nations Unies ainsi que le renforcement des initiatives visant à la réduction de la dette des pays pauvres.
- La fin du redéploiement des aides financières émanant des institutions internationales et des gouvernements aux dépens du secteur agricole au regard du rôle central qu'il assume dans le processus de développement durable surtout dans les pays en développement. En effet, dans les pays en développement, les difficultés, entre autres, du secteur agricole sont à l'origine d'un exode rural massif particulièrement défavorable à l'efficacité économique, à la cohésion sociale et à l'équilibre environnemental.

- Le renforcement des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales dans le sens d'un accroissement de leur responsabilité économique, sociale et environnementale ainsi que l'extension du nombre de pays souscrivant à ces principes.

Résultats de la quatrième session du Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement durable à Bali

A l'issue de la réunion préparatoire de Bali, les Conseils constatent que certaines de leurs propositions ont été retenues et figurent dans le projet de plan de mise en œuvre qui sera présenté à Johannesburg. Ils se réjouissent notamment qu'il y soit fait référence à l'accroissement de l'emploi décent comme moyen de lutte contre la pauvreté ainsi qu'au développement sur les lieux de travail de partenariats et programmes visant à l'amélioration de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. Malheureusement, ils ne peuvent que déplorer le fait que jusqu'ici les pays membres n'aient pu aboutir à un accord pour que soit incluse dans le texte, par exemple, la question de l'amélioration de la gouvernance sociale au travers notamment de la promotion des normes fondamentales de travail de l'OIT et la possibilité pour cette organisation internationale de collaborer avec l'Organisation mondiale du commerce.

Dans ce contexte, les Conseils ont repris dans une annexe au présent avis des points reflétant les préoccupations qu'ils ont exprimées ci-dessus et qui restent en discussion à l'issue du Comité préparatoire de Bali. Les Conseils insistent donc auprès des autorités politiques concernées pour qu'elles tentent de combler ces lacunes et qu'à Johannesburg, elles soutiennent l'inscription définitive de ces points dans le texte du Plan d'action mondial pour le développement durable et solidaire.

En conclusion, les interlocuteurs sociaux réunis au sein du Conseil National du Travail et du Conseil Central de l'Economie voudraient faire part de leur intérêt pour les initiatives de type II et signaler qu'ils ne manqueront pas, pour transmettre leurs projets dans ce domaine, de suivre la procédure initiée par le gouvernement belge en la matière.

ANNEXE

Liste des points reflétant les préoccupations du Conseil Central de l'Economie et du Conseil National du Travail qui restent en discussion à l'issue du Comité préparatoire de Bali (la numérotation est celle du document déjà cité : *Commission on Sustainable Development acting as the preparatory committee for the World Summit on sustainable Development, Draft Plan of Implementation of the World Summit on Sustainable Development, 12 June 2002*) :

Dans le chapitre II. "Poverty eradication"

Point 6. (e) p.3

Point 9. (b) p.6

Dans le chapitre III. "Changing unsustainable patterns of consumption and production"

Point 14. (e) p.8

Dans le chapitre V. "Sustainable development in a globalizing world"

Point 45. (alt) p.34

Point 45. (m) p.36

Dans le chapitre IX. "Means of implementation"

Point 78. (a.alt) p.51

Point 78. (c)p.52

Point 81. (c)p.54

Point 85. (d) p.57

Point 119. P.65

Dans le chapitre X. "Institutional framework for sustainable development"

Point 122. (c) p.67

Point 122. (e) p.67

Point 122. (g) p.67

Point 123. (c) p.68

Point 139. P.73

Point 139. (b) p.73

Point 146. p.75

Point 151. p.76

Extraits du document *Commission on Sustainable Development acting as the preparatory committee for the World Summit on sustainable Development, Draft Plan of Implementation of the World Summit on Sustainable Development, 12 June 2002* correspondant aux références de l'annexe I :

ADVANCE UNEDITED TEXT

12 June 2002

Commission on Sustainable Development acting as
the preparatory committee for the World Summit
on Sustainable Development

Fourth session

Bali, Indonesia, 27 May-7 June 2002

Draft Plan of Implementation for the World Summit on Sustainable
Development

Avis n° 1.409

CCE 2002/677 DEF
CCR 10

II. Poverty eradication

6. [Agreed] Eradicating poverty is the greatest global challenge facing the world today and an indispensable requirement for sustainable development, particularly for developing countries.

While each country has primary responsibility for its own sustainable development and poverty eradication, and while the role of national policies and development strategies cannot be overemphasized, concerted and concrete measures are required at all levels to enable developing countries to achieve their sustainable development goals as related to the internationally agreed poverty-related targets and goals, including those contained in Agenda 21, the relevant outcomes of other UN conferences and the United Nations Millennium Declaration. This would include actions at all levels to:

(e) [Develop policies and ways and means to improve access by indigenous people and their communities to economic activities, and increase their employment through, where appropriate, measures such as training, technical assistance and credit facilities. Recognize that traditional and direct dependence on renewable resources and ecosystems, including sustainable harvesting, continues to be essential to the cultural, economic and physical well-being of indigenous people and their communities];

9. [Agreed] Strengthen the contribution of industrial development to poverty eradication and sustainable natural resource management. This would include actions at all levels to:

(b) [Provide assistance to increase income generating employment opportunities respecting ILO core labour standards;]

III. Changing unsustainable patterns of consumption and production

14. [Encourage and promote the development of]/[Develop] [a] ten-year work programme[s] to accelerate the shift towards sustainable consumption and production to promote social and economic development within the carrying capacity of ecosystems by [delinking]/[breaking the link between] economic growth and environmental degradation through improving efficiency and sustainability in the use of resources and production

processes, and reducing resource degradation, pollution and waste. All countries should take action, with developed countries taking the lead, taking into account the development needs and capabilities of developing countries, [through, *inter alia*, mobilisation, from all sources, of financial and technical assistance and capacity building for developing countries]. This [programme] would [require]/[encourage and facilitate] [the following] actions at all levels to:

(e) Develop and adopt, on a voluntary basis [where appropriate], effective, transparent, verifiable, non-misleading and non-discriminatory consumer information tools to provide information relating to sustainable consumption and production, including human health and safety aspects. These tools should not be used as disguised trade barriers. [In addition, ecolabelling should be developed and implemented in an open and participatory manner [and should be voluntary.]/[in accordance with the WTO rules.]] [Action should be taken to assess and improve such tools in order to minimise adverse effects they may have on the sustainable development of other countries, especially developing countries.]

Section V: Sustainable development in a globalizing world

45. (alt) [Globalization offers opportunities and challenges. While it has great potential to improve living standards for all, it is a matter of great and increasing concern that not all countries are reaping the benefits of globalization, and that some may even be falling behind. [In particular,] developing countries and countries with economies in transition face special difficulties in responding to the challenges and opportunities of globalization. [There is further fear of increasing instability in the international economic and financial system, marginalisation [environmental stress,] negative social implications and loss of cultural diversity.] [Globalization should be fully inclusive and equitable, and there is strong need for policies and measures at the national and international levels, formulated and implemented with the full and effective participation of developing countries and countries with economies in transition to help them respond effectively to those challenges and opportunities.] Efforts at the international, regional and national levels are required to make globalization work for sustainable development and make it equitable, inclusive and responsive to the needs of developing countries. The potential of globalization to promote sustainable development for all remains yet to be realized. [This would include actions at all levels to:]

(m) [Promote corporate responsibility and accountability and the exchange of best practices, including through public/private partnerships and voluntary initiatives [based on international agreements on human rights, environment and labour standards,] [building, inter alia, on the United Nations Global Compact, UNEP's global reporting initiative and the Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD) Guidelines for Multilateral Enterprises, as appropriate,] / [and initiatives in the United Nations to promote intergovernmental agreed global partnerships] [as well as by using such tools as environmental management accounting and environmental reporting];

IX. Means of implementation

78. Make full and effective use of existing [non-financial and] financial mechanisms and institutions, including through actions at all levels to:

(a.alt) [Encourage efforts by the Bretton Woods institutions to [make]/[strengthen] the existing international financial architecture more transparent, equitable, [rules-based] and inclusive, and [able to] provide for [and encourage] full and effective participation of developing countries in meeting the challenges and seizing the opportunities of globalization in international economic decision-making processes and institutions with the objective of supporting their efforts to achieve sustainable development;]

(c) Ensure the successful and substantial third replenishment of GEF [of up to US\$3 billion through new and additional resources necessary for its focal activities,] and make the GEF more responsive [to the needs and concerns of its recipient countries, in particular developing countries] by, inter alia, leveraging additional funds from key public and private organizations, improving management of funds through more speedy and streamlined procedures [and simplifying the GEF project approval cycle];

81. [Implement the outcomes of the Doha Ministerial Conference by WTO members, further strengthen trade related technical assistance and capacity building and ensure the meaningful, effective and full participation of developing countries in multilateral trade negotiations, by placing their needs and interests at the heart of the negotiations on the WTO work programme.]

(c) Fully implement the Integrated Framework for Trade-Related Technical Assistance to Least Developed Countries (IF) [and urge [developed countries]/[development partners] to significantly increase contributions to the IF Trust Fund, and expand related follow-on activity under the IF to address a greater number of least developed countries, [including by extending the pilot programmes]].

85. [Continue to enhance the mutual supportiveness of trade, social and economic development and environmental protection through action at all levels to:]

(d) [Promote a constructive and sustainable relationship between globalization and social development, through support for the work of the ILO's World Commission as well as through providing technical assistance, including through ILO mechanisms, to help developing countries improve the effective implementation of core labour standards.]

119. [Further develop and promote [sustainability impact] assessment [methodologies] at the national level as a tool to better identify trade, environment and development linkages, as well as appropriate mitigating and enhancing measures, and encourage countries and international organizations with experience in this field to provide assistance to developing countries, for this purpose.]

X. Institutional Framework For Sustainable Development

Strengthening the institutional framework for sustainable development at the international level

122. [Agreed] The international community should:

(c) [Promote initiatives to ensure [coherence]/[complementarity]/[coordination], [no hierarchy] and mutual supportiveness between the rules of the multilateral trading systems and the rules of multilateral environment agreements consistent with the goals of sustainable development and with, and in support of, the work programme agreed through the WTO.] [Promote a better understanding, including through policy dialogue, of the relationship of economics [between trade/finance,] environment and social development and, thereby, a better appreciation of their implications for implementation of sustainable development [at the national level and promote initiatives to ensure [coherence]/[complementarity,] [no hierarchy] and mutual supportiveness between the rules of the multilateral trading system and the rules of multilateral environment agreements [and multilateral trading agreements.] consistent with and in support of the work program agreed through the WTO.]] In this context, further collaboration between on the one hand the WTO and on the other ILO, UNCTAD, UNDP, UNEP and other relevant agencies, should be promoted]

(e) [Invite the GEF to increasingly participate in financing not only projects with global environmental benefits but also projects that address domestic environmental benefits [and are consistent with the GEF mandate], within the context of sustainable development;]

(g) [Strengthen and better integrate the social dimension in sustainable development policies and programs, as well as ensure that sustainable development objectives are fully integrated in policies and programmes of bodies that have a primary focus on social issues. [In particular, the social component of sustainable development would benefit from implementation

123. [In order to ensure a dynamic and enabling international economic environment, the international community must address the imbalances and asymmetries in international finance, trade, technology and investment patterns that have a negative impact on development prospects for developing countries. To this effect, the international community should take all necessary and appropriate measures, including support for structural and macroeconomic reform, durable solution to the external debt problem, market access and capacity building. In this regard, action at the international level is required to:]

(c) [Ensure that developed countries adhere to their commitments for provision of financial and technical assistance to developing countries, including achieving the ODA target of 0.7 of GDP for assistance to developing countries;]

139. [The principle of non-discrimination among major MEAs should be fully taken into account in any structural reform aimed at strengthening of international institutional arrangements for sustainable development. In this regard, the United Nations Convention to Combat Desertification, like other Rio Conventions, should have a dedicated, specific and permanent financial [mechanism]. [In this context,] the international community should:]

(b) Invite the GEF Assembly to respond positively and effectively to [the outcomes from the WSSD.]/[the demands arising from WSSD, bearing in mind that financing sustainable development requires substantial increase in the next replenishment of the GEF.]

146. [Recognizing that good governance at the national level is essential for sustainable development, all States should strengthen their Government institutions, including by promoting the rule of law, improving legal structures and enforcing existing laws that support sustainable development.]

151. [[Develop, with participation of civil society, global multilateral guidelines on]/ [Promote and ensure] public access to information, public participation on decisionmaking and access to justice drawing on existing experience, including [regional] initiatives designed to implement Principle 10 of the Rio Declaration.]